

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

VICTOR DUPRÉ

## **La justice civile et criminelle en France pendant l'année 1873**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 17 (1876), p. 90-97

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1876\\_\\_17\\_\\_90\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1876__17__90_0)

© Société de statistique de Paris, 1876, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

### III.

#### LA JUSTICE CIVILE ET CRIMINELLE EN FRANCE PENDANT L'ANNÉE 1873.

##### 1° Justice criminelle.

« Nulle science, mieux que la statistique, ne saurait donner d'utiles renseignements pour le perfectionnement moral des individus et pour la prospérité générale d'une nation. »

(JOHN SINCLAIR.)

*Cours d'assises.* — L'année 1873 peut être considérée comme une année normale; les comptes de 1870, de 1871 et même de 1872 attestaient un trouble profond; bien que ce trouble pèse encore, quoique bien faiblement sur la situation, les faits relevés en 1873 dépendent de causes plus générales et méritent par eux-mêmes de fixer l'attention.

En 1869, en effet, les cours d'assises ne condamnèrent que 3,214 individus; ce nombre s'élève en 1873 à 4,210; voilà donc un accroissement de 996 condamnations criminelles. C'est surtout en matière de crimes contre les mœurs et les propriétés que la progression est remarquable.

	1873.	1869.
Assassinats . . . . .	125	118
Attentats à la pudeur sur des enfants .	613	554
Avortements . . . . .	37	23
Faux en écriture de commerce . . .	125	85

Pour les vols, l'augmentation se chiffre par plusieurs centaines.

Enfin nous avons à constater en 1873 : 154 infanticides, 33 de plus qu'en 1869.

Ce serait peut-être abuser d'un système d'explication un peu commode que d'accuser les événements de 1870 et 1871; il n'est pas bon d'avouer son impuissance, et le mal est plus profond qu'on ne le pense; depuis longtemps le scandale d'immoralité que révèle cette comparaison a éveillé l'attention publique. En ce qui concerne les infanticides, il faut avouer que, dans certaines classes, le mariage est en défaveur. Quand il s'impose, il est sans moralité; pour beaucoup, il est un effroi, car il est indissoluble; de là des séductions fréquentes, et le déshonneur pour la femme, c'est souvent la mort pour l'enfant.

Les 5,284 accusés jugés par les cours d'assises en 1873 étaient compris dans

4,069 affaires; la Seine entre pour un sixième dans ce chiffre. 58 p. 100 des accusations concernaient des crimes contre les propriétés; quant aux attentats à la pudeur, on en compte 100 de plus qu'en 1872.

La Corse est toujours celui des départements où le nombre proportionnel des crimes contre les personnes est le plus élevé (87 p. 100, — Seine: 30 p. 100). L'habitant de la Corse comparait presque toujours devant le jury pour y répondre d'accusations de meurtre et d'assassinat, tandis que l'habitant de la Seine y est traduit le plus souvent pour des vols qualifiés.

869 femmes (16 p. 100) ont été traduites devant les cours d'assises. Cette proportion s'élève à 20 p. 100 pour les crimes contre les personnes, à cause des infanticides et des avortements. C'est toujours de 20 à 40 ans que la criminalité atteint son maximum (54 p. 100). Constatons en passant qu'il se commet plus d'attentats à la pudeur sur des enfants au-dessous de 15 ans, de 40 à 60 ans que de 21 à 40. L'âge du coupable semble ici une aggravation de plus, laquelle est de nature à éloigner toute commisération. 55 p. 100 des accusés étaient célibataires; 29 p. 100 mariés avec enfants; 6 p. 100 étaient nés dans le département où on les jugeait; 25 p. 100 y avaient seulement leur domicile; enfin 15 p. 100 étaient nés et domiciliés dans un autre département, ou n'avaient aucun domicile fixe.

L'agriculture fournit à elle seule un contingent relativement plus élevé que les autres catégories (35 p. 100). Pour les crimes contre les personnes, la proportion est à peu près de moitié.

Comparés à la population générale, ces chiffres donnent 22 accusés sur 100,000 habitants des campagnes.

Si nous arrivons au degré d'instruction de ces divers accusés, nous constatons que 36 p. 100 étaient illettrés; 45 p. 100 savaient lire, mais imparfaitement; 17 p. 100 savaient lire et écrire; 2 p. 100 étaient doués d'une instruction supérieure; ces chiffres se passeraient à la rigueur d'un plus éloquent commentaire; mais il est bon de noter qu'une instruction incomplète est encore plus pernicieuse qu'une ignorance radicale; aujourd'hui presque tout le monde est d'accord pour réclamer et faire inscrire dans la loi l'obligation de l'instruction.

Les deux tiers des accusations ont été entièrement accueillis à l'égard de tous les accusés; les réponses du jury ont modifié 537 accusations (13 p. 100). Ces chiffres ont une certaine importance, si l'on veut se rendre compte des résultats de la loi sur le jury, votée le 21 novembre 1872; le jury a semblé particulièrement énergique en matière de crimes contre les propriétés; de 64 p. 100 qu'elle était en 1872, la proportion des admissions complètes s'est élevée en 1873 à 68 p. 100. A ce propos, remarquons que c'est la loi du 28 avril 1832 qui, en transportant de la cour au jury le droit d'admettre les circonstances atténuantes, l'a rendu beaucoup plus facile à accueillir en tout ou en partie les accusations qui lui étaient soumises. Cette loi consacrait l'affaiblissement de la répression en la régularisant.

1,074 accusés ont été acquittés; 34, condamnés à la peine de mort; 157, aux travaux forcés à perpétuité; 996, aux travaux forcés à temps; 881, à la réclusion; 2,157, à l'emprisonnement ou à l'amende. La moyenne des acquittements est de 20 p. 100; en 1872, elle était de 21.

Ce qu'on doit surtout conclure de cette apparente fermeté, le voici : c'est que les parquets et les juges d'instruction se font un devoir de recueillir les premiers éléments de l'information de telle sorte que des incidents d'audience et l'interven-

tion au cours des débats de témoignages décisifs puissent seuls justifier des verdicts absolument négatifs. En tout cas, les acquittements scandaleux sont bien rares, et l'institution du jury, à laquelle la Cour de cassation, consultée il y a trois ans, rendait, par l'organe de son rapporteur, un si légitime et si éclatant hommage, ne mérite pas les attaques passionnées dont elle a été si souvent l'objet.

La peine capitale a été prononcée 34 fois, dont 23 pour assassinat et 1 pour infanticide : cette condamnation méritait d'être signalée, car elle est vraiment exceptionnelle. En matière d'infanticide, les jurés, on le sait, témoignent volontiers une bienveillance systématique; et les raisons ne manquent point; la responsabilité du séducteur se dérobe légalement et rien ne défend sa victime, pas même la pitié publique.

Tous ces condamnés s'étaient pourvus en cassation; l'un d'eux avait été primitivement condamné aux travaux forcés à perpétuité; après cassation il fut renvoyé devant une autre cour d'assises qui le frappa d'une condamnation capitale. Ainsi le même crime, jugé successivement par deux cours d'assises, a donné lieu à deux interprétations diverses : ici la société ne prend au coupable que sa liberté, là elle lui prend sa vie. Entre les travaux forcés à perpétuité et la peine de mort il y a autre chose qu'un degré : il y a un abîme; et les abolitionnistes ne manqueront pas de puiser des arguments dans ces variations déplorables.

Les deux tiers des condamnés avaient déjà eu à rendre compte à la justice de méfaits antérieurs; à l'égard de 15 d'entre eux la justice a suivi son cours. Les trois quarts des accusés déclarés coupables ont bénéficié des circonstances atténuantes (art. 463 du Code pénal); mais la magistrature n'a épuisé son pouvoir d'atténuation que 43 fois sur 100; en 1872 elle abaissait la peine de deux degrés 46 fois sur 100.

Les *tribunaux correctionnels* ont eu à juger 159,769 affaires, dont 138,063 délits communs et 21,706 contraventions fiscales et forestières; la rébellion, les outrages à des fonctionnaires, les délits contre la religion, la banqueroute simple, les fraudes commerciales accusent une augmentation assez sensible; vers les dernières années du gouvernement impérial, les délits contre l'autorité avaient déjà pris une grande extension; il est vrai qu'on était en pleine crise politique, à une époque où le principe même du gouvernement était contesté; en 1872 et 1873, l'absence d'un gouvernement défini et le développement de la crise religieuse en Europe ne pouvaient manquer d'avoir leur contre-coup déplorable dans les rapports des citoyens avec les autorités civiles et religieuses; l'établissement des taxes nouvelles a provoqué de nombreuses fraudes commerciales; enfin les banqueroutes simples ont suivi l'augmentation signalée plus haut pour les banqueroutes frauduleuses. En revanche, les délits de vagabondage et de mendicité ont diminué. C'est un heureux pronostic, car le nombre des individus sans aveu s'accroît toujours avec la misère publique. Les poursuites pour délits d'ivresse s'élèvent à 980; mais bien des contraventions de cette nature étaient connexes à des délits communs (rébellion, outrages à des agents); les poursuites auxquelles elles ont donné lieu se montent à 5,754. Ce chiffre a fait plus que quadrupler en 1874.

4 p. 100 de ces affaires ont été introduites par la partie civile qui a échoué 309 fois sur 1,000; 12,363 prévenus ont été acquittés; 68,476 se sont vu condamner à l'amende. Les circonstances atténuantes admises, en 1872, en faveur de 60 p. 100 ne le sont plus en 1873 qu'à l'égard de 58 p. 100; 94 vagabonds sur 100 se voient appliquer l'article 463 du Code pénal; on sait que l'application de cet article a surtout pour objet de les dispenser de la surveillance.

On signale 50 appels sur 100 jugements; 28 confirmations sur 100 appels; 54 fois sur 100 infirmités, la cour améliore le sort des prévenus.

*Récidives.* — 48 p. 100 des *accusés* avaient eu à rendre compte à la justice de méfaits antérieurs; la proportion n'était que de 37 p. 100; pour les *prévenus*, les proportions sont de 36 p. 100 en 1873, 31 p. 100 en 1863.

La France a, du reste, peu de chose à envier à la Belgique qui compte 45 récidivistes sur 100 accusés, à l'Autriche où la proportion est encore plus forte (59 p. 100 pour les hommes); au Wurtemberg qui ne saurait rien envier à personne, puisque ses statistiques accusent le chiffre énorme de 65 récidivistes sur 100 accusés.

Sur les 48 p. 100 accusés déjà traduits devant la justice répressive, 35 étaient libérés des travaux forcés, 97 de la réclusion, 662 de l'emprisonnement de plus d'un an; 1,098 de l'emprisonnement d'un an et moins, et 149 de l'amende. Maintenant, sur 100 hommes sortis, en 1871, des maisons centrales, 37 ont été repris et condamnés à nouveau; la proportion, en ce qui concerne les femmes est de 22 p. 100. Ajoutons que 148 individus libérés en 1871 de peines corporelles de plus d'un an ont achevé dans des maisons d'arrêt les quelques mois qu'il leur restait à subir lors de l'évacuation de certaines maisons centrales; les investigations de la statistique n'ont pu les ressaisir jusque-là.

Les *tribunaux de simple police* ont jugé, en 1873, 404,879 contraventions (340,000 en 1872). La loi du 27 janvier 1873, modifiant l'article 138 du Code d'instruction criminelle, attribue aux juges de paix la connaissance exclusive des contraventions de simple police commises dans leur canton; de plus, la loi du 23 janvier 1873 sur l'ivresse a motivé à elle seule 52,613 poursuites; d'éminents criminalistes, MM. Chauveau et F. Hélie, avaient déjà signalé, en excellents termes, toute l'efficacité d'une loi sur l'ivresse publique. « Lorsque l'ivresse, disaient-ils, se produit publiquement et qu'elle est accompagnée de scandales, la morale peut en être blessée, et l'ordre public compromis. » L'ivresse est maintenant punie pour elle-même: la loi répressive gagne à être impersonnelle, et la pénalité directe qui atteint désormais l'ivresse est plus efficace que les pénalités qui frappent la rébellion.

Les magistrats doivent apporter dans l'administration de la justice une grande promptitude, qui n'exclut pas d'ailleurs une sage et prudente réserve. C'est le seul moyen de rendre la justice efficace; si le châtement se fait attendre, le crime se trouve bénéficier d'une demi-impunité qui n'est jamais sans danger pour l'ordre public; l'opinion demeure alors sous le coup d'un certain retentissement malsain; il y a dans les retards que pourrait apporter dans le jugement des procès criminels une administration peu sagace quelque chose qui énerve les consciences et amoindrit le rôle de la justice; mais nous allons voir qu'un tel reproche ne peut pas être fait à nos magistrats: les sept dixièmes des ordonnances des juges d'instruction ont été rendus dans la quinzaine du crime ou du délit; près de la moitié des affaires correctionnelles sont jugées dans le même délai, et les cours d'assises jugent contradictoirement 37 affaires sur 100 dans les trois mois du crime et 70 sur 100 dans les six mois; 85,032 individus ont été arrêtés préventivement; la détention a duré moins d'un jour pour 6 p. 100; un à trois jours pour 22 p. 100; un à deux mois pour 8 p. 100; plus de trois mois pour 3 p. 100.

On ne peut s'empêcher de trouver des plus regrettables l'application de la mesure de la détention préventive à des individus non reconnus coupables: néanmoins un

véritable progrès a été réalisé depuis les lois qui ont supprimé les chambres du conseil et permis aux juges d'instruction de lever le mandat de dépôt. La proportion des individus mis en liberté, de 1851 à 1855, année moyenne, dans le mois de leur arrestation, était de 73 p. 100; elle est aujourd'hui de 81 p. 100.

*Suicides.* — De 5,275 (1872), le chiffre des suicides s'élève à 5,525 en 1873 (4,251 hommes, 1,274 femmes). La Seine entre dans ce nombre pour 877, 103 de plus qu'en 1872. Nous remarquons 40 suicides d'enfants de moins de 16 ans; 84 de vieillards de plus de 80 ans; 1,839 étaient célibataires; 1,672 mariés avec enfants; 3,004 avaient un domicile rural. On relève 1,649 suicides par submersion; 2,377 par strangulation; 371 par asphyxie à l'aide du charbon (Seine: 184); 117 par le poison; 31 sous un train en marche, etc. 759 individus se sont suicidés en juillet; 333 seulement en décembre et en février. Voici maintenant les motifs présumés de ces suicides: misère, revers de fortune, 567; chagrins de famille, 788; amour contrarié, 100 (40 femmes); jalousie, 31; grossesse hors mariage, 14. Suicides des auteurs d'assassinats, meurtres, etc., 34. Les professions libérales fournissent 916 suicidés; l'agriculture 1,996.

En résumé, les résultats que signale le compte de 1873 sont loin de soutenir avec 1869 une comparaison avantageuse; mais ce qui doit surtout fixer l'attention des moralistes et du législateur, c'est la statistique terrifiante des crimes contre les mœurs: cette progression obéit à des causes permanentes, et un jour viendra où on ne comptera plus les cris d'alarme et où il faudra aviser.

## 2<sup>o</sup> Justice civile et commerciale.

Il n'est pas malaisé de voir que la statistique civile et commerciale a plus d'une chance d'échapper aux variations que l'on constate si souvent dans les comptes rendus de la justice criminelle, ou du moins les faits généraux, dont l'influence est si marquée dans la statistique des délits et des crimes, n'ont plus, dans la sphère plus étroite, sinon plus modeste, où se débattent les intérêts privés, qu'une importance amoindrie. Les plus hauts intérêts d'ordre et de sauvegarde sociale paraissent moins directement en jeu; on a pu remarquer cependant que les événements de 1870-1871 n'avaient pas été sans action sur la marche de la justice civile; il ne manquait pas de raisons pour que les plaideurs fussent en droit d'apporter plus d'apréché dans leurs prétentions; bien des sources de revenus se sont trouvées momentanément taries.

Sous l'empire des craintes qu'éveille la menace du danger public, les affaires se ressentent d'une gêne profonde qui persiste souvent bien au delà du mal qui l'a produite; les faillites éclatent subites et nombreuses. Le présent est peu assuré, le lendemain est incertain; la statistique civile et commerciale permet d'apprécier toute la gravité d'un tel état de choses.

Dans un autre ordre d'idées, le tableau relatif aux séparations de corps révèle de curieux renseignements bien propres à servir de thème à ceux qu'intéressent les questions relatives au mariage, que les préoccupations législatives des Assemblées nouvelles mettront bientôt sans doute à l'ordre du jour.

Enfin la statistique des ventes judiciaires ravive chaque année une question qui reste toujours à trancher et permet d'adresser au législateur, avec l'autorité qui s'attache à un document officiel, un *desideratum* resté depuis longtemps sans

réponse. — On voit qu'à des titres non équivoques, quoique différents de ceux que peut invoquer la statistique criminelle, la statistique civile mérite d'être prise en sérieuse considération.

La diminution des procès civils a été peu sensible en 1873 (130,613 au lieu de 131,512); mais elle s'accuse avec plus de force pour la statistique commerciale : les tribunaux de commerce ont eu à juger près de 10,000 affaires de moins, soit 224,542. Cette diminution est suffisamment justifiée par ce fait que la reprise des transactions ayant été en 1872 d'autant plus active que le trouble avait été plus profond, une réaction s'en est naturellement suivie.

Et, pour ne rien omettre, les lois de finances, en imposant aux parties des sacrifices qui n'étaient plus en rapport avec la gravité du différend, leur ont sans doute assez souvent conseillé l'abstention.

*Cour de cassation.* — Dans 738 affaires, les parties se sont pourvues devant la Cour de cassation; 699 de ces pourvois ont été communiqués à la chambre des requêtes; les 39 autres ont été portés directement devant la chambre civile. La chambre des requêtes a prononcé 345 arrêts de rejet ou de non-recevabilité; 260 d'admission; 7 de cassation (affaires électorales), etc. La chambre civile a rejeté 107 pourvois; elle en a admis 182; suivant la coutume, il s'agissait la plupart du temps de faits complexes qui échappaient aux prévisions du Code.

*Cours d'appel.* — Les cours ont eu à juger 15,820 affaires. L'arriéré légal s'élève à 53 p. 100; il n'était que de 36 p. 100 en 1868. On doit déplorer que les intérêts des justiciables aient souffert d'un aussi long attermolement. Sur 100 jugements rendus en premier ressort, 11 seulement en matière civile, 12 en matière commerciale, ont été frappés d'appel. Les sept dixièmes de ces jugements ont été confirmés; il en est de même tous les ans. Ces arrêts peuvent se classer de la manière suivante : 71 p. 100 matières du Code civil; 9 p. 100 Code de procédure civile; 19 p. 100 Code de commerce.

Les adoptions ne figuraient pas dans les précédents relevés; 110 actes de cette nature soumis aux cours n'ont donné lieu qu'à 3 infirmations. On comptait parmi les adoptés 60 femmes; 36 étaient des enfants naturels, dont 26 reconnus.

*Tribunaux civils.* — 176,834 affaires (dont 48 p. 100 sommaires) ont été portées en première instance; huit dixièmes ont été terminés dans l'année, dont 50 p. 100 par des jugements contradictoires. Dans 89,965 causes civiles, le ministère public a donné des conclusions; dans un tiers des cas cette intervention n'était pas obligatoire. Les ordonnances rendues par les présidents des tribunaux de première instance ont été plus nombreuses en 1873 qu'en 1872 : 258,290 au lieu de 256,957.

*Séparations de corps.* — 8,223 de ces ordonnances étaient relatives à des demandes en séparation de corps; 3,937 d'entre elles constatent le refus de conciliation et renvoient les parties devant les tribunaux; 2,850 de ces affaires seulement sont venues jusqu'à la barre; les tribunaux ont séparé les époux dans 2,166 affaires; ils ont refusé la séparation dans 252; 385 demandes principales avaient été introduites par les femmes; on compte 156 demandes reconventionnelles. 63 fois sur 100 les époux avaient des enfants; pour 17 conjoints le mariage avait duré moins d'un an, plus de 20 ans pour 488; 188 demandes étaient fondées sur l'adultère de la femme; 90 sur celle du mari, et 31 sur la condamnation de l'un des époux à une peine infamante. — On sait ce qui est advenu d'un curieux

procès en séparation qui s'est dénoué récemment devant les tribunaux ; ce procès a eu aussi un autre dénouement que le code n'avait pas prévu ; ainsi la question du divorce vient de se poser sous la forme dangereuse d'un exemple qui a été donné et qui est aisé à pratiquer ; qu'on nous permette à ce sujet une observation : les tribunaux français ont accordé 32 fois la séparation pour cause de condamnation infamante ; dans un cas pareil la mort civile, supprimée en 1853, brisait le lien du mariage ; elle a disparu de nos codes, et à juste titre ; ne pourrait-on la remplacer par le divorce ; la situation de l'époux à qui une telle injure est faite, n'est-elle pas particulièrement grave et touchante ?

*Ventes judiciaires.* — 13,502 ventes judiciaires d'immeubles ont été poursuivies à la barre des tribunaux ; en 1866, le nombre en était de 18,818 ; quant au chiffre total des ventes, de 27,234 qu'il était en 1872, il tombe en 1873 à 24,302. Les ventes sur saisies immobilières et sur licitations entre majeurs et mineurs forment toujours les huit dixièmes du nombre total. Le rapport contient un tableau où l'on indique l'importance de ces ventes, le montant des prix d'adjudication et celui des frais.

Les 24,302 ventes judiciaires ont produit 351,335,885 fr. Le total des frais atteint la somme de 14,799,913 fr., ou 4.21 p. 100. Cette proportion était de 3.26 en 1868. Le montant des frais s'élève en raison inverse de l'importance des ventes, comme l'indique le tableau ci-après :

IMPORTANCE des ventes.	FRAIS p. 100 fr.
500 fr. et moins. . . .	123.29
501 fr. à 1,000 fr. . . .	50.76
1,001 fr. à 2,000 fr. . . .	28.15
2,001 fr. à 5,000 fr. . . .	14.08
5,001 fr. à 10,000 fr. . . .	7.92
Plus de 10,000 fr. . . .	2.24

On voit que, quand la vente est de moindre importance, les frais absorbent une partie de plus en plus grande du prix et finissent non-seulement par le faire disparaître entièrement, mais par l'excéder dans une mesure de plus en plus onéreuse.

Ces frais ne comprennent ni la remise proportionnelle des avoués, ni les droits d'enregistrement. Le rapport exprime une fois de plus l'espérance de voir se réaliser sur ce point des réformes depuis longtemps souhaitées.

Les procédures d'ordre ont été plus fréquentes en 1873 qu'en 1872 : 9,707 au lieu de 8,195. Il faut ajouter à ce chiffre 3,682 ordres qui restaient à régler de l'année antérieure. 5,364 sur 9,324 ont été clos par règlement amiable (68 p. 100).

Les juges-commissaires ont réglé définitivement 1,124 contributions. La moyenne des frais a été de 304 fr. par ordre amiable, de 584 fr. par ordre judiciaire et de 472 fr. par contribution.

*Juridiction commerciale.* — 224,542 affaires ont été inscrites aux rôles des tribunaux consulaires et des tribunaux civils jugeant commercialement (près de 10,000 de moins en 1873 qu'en 1872). Il faut joindre à ce chiffre plus de 18,000 affaires laissées en souffrance en 1872. Ces tribunaux ont prononcé en outre 23,475 jugements sur requête ou sur rapport, dont les trois quarts, 17,393, en matière de faillite.

Il a été ouvert, en 1873, 5,508 faillites (202 de plus qu'en 1872). 643 faillites



étaient des banquiers et négociants; 598 fabricants; 1,098 hôteliers, restaurateurs; 88 imprimeurs, graveurs, etc. C'est la première fois que nous trouvons cette statistique dans le compte rendu de la justice civile.

Des concordats sont intervenus dans 976 (17 p. 100) des 12,680 procédures dont il convient d'indiquer les suites; il y a eu abandon d'actif et liquidation dans 238 (4 p. 100), etc.

L'ensemble des passifs s'élevait à 218,137,576 fr., savoir : passif hypothécaire, 21,329,312 fr.; passif privilégié, 7,841,681 fr., et passif chirographaire, 188,966,583 fr. Celui des actifs ne dépassait guère 66 millions de francs. — Le dividende moyen payé aux créanciers chirographaires n'a été que 19 fr. 66 c. p. 100 en 1873. Il n'a pu être rien distribué dans 259 procédures, dont l'actif a été absorbé par les frais et les créances privilégiées.

En ce qui concerne les tribunaux de paix et la conciliation en dehors de l'audience, il nous suffira de dire que le nombre des avertissements délivrés par les juges de paix a continué sa marche décroissante; il n'a été, en 1873, que de 2,251,317. Il en avait été délivré 3,738,543 en 1869.

On sait qu'une loi de 1871 a prescrit la rédaction des avertissements sur une feuille de timbre à 60 centimes; on peut se féliciter de voir ainsi entravé un abus où la malignité privée et tracassière trouvait si largement son compte. Les parties se sont abstenues de comparaître dans 42 p. 100 des contestations auxquelles se réfèrent ces billets. Elles ont été conciliées 69 fois sur 100.

A l'audience, on le sait, les parties arrivent le plus souvent avec la volonté de se refuser à toute entente; les juges de paix n'ont réussi à les concilier que 41 fois pour 100; 47,220 affaires avaient été portées devant eux. Quant à leurs attributions judiciaires, leur nombre est de 412,447; les parties ont terminé à l'amiable 31 p. 100 de ces affaires.

Les 94 conseils de prud'hommes qui se sont réunis en 1873 ont décidé de 29,919 contestations en bureau particulier (conciliation). Dans 64 p. 100 il s'agissait de questions de salaires ou de malfaçon. En bureau général (compétence), ils en ont reçu 6,445.

*Assistance judiciaire.* — Les bureaux de première instance se sont vu soumettre 24,500 demandes d'assistance judiciaire; ils en ont admis 54 p. 100; ses bureaux d'appel en ont reçu 872; 59 fois sur 100 l'assistance a été accordée. Devant la juridiction civile de première instance, l'assisté a eu gain de cause 83 fois sur 100.

*Algérie.* — Grâce à la progression constante des affaires musulmanes (859 en 1873), le chiffre des affaires jugées par la cour est considérable (1,550). Les neuf tribunaux civils ont statué sur 7,350 affaires. Les procès ou les transactions entre musulmans forment plus du vingtième du nombre total : 56 sur 1,000. La confiance des indigènes dans la justice française est aujourd'hui hors de doute.

VICTOR DUPRÉ,  
*Avocat.*